

Paris collectifs sportifs—Loi

Notre motion est essentiellement discrète. Elle propose d'entreprendre une tâche, de la mener à bien et de passer à autre chose.

J'ai une bonne expérience du sport amateur. J'étais président de l'une des grandes fédérations sportives lorsqu'elles ont été attirées de force à Ottawa. L'ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être de qui la question relevait à ce moment-là est celui qui nous a forcés par le chantage de venir à Ottawa.

Je n'aime pas cette loterie parce que je me rappelle cette grande héroïne canadienne, Nancy Greene. Nous n'avions pas de loteries à l'époque. Des particuliers nous ont aidés financièrement pour qu'elle devienne une championne mondiale.

Des voix: Bravo!

M. Fennell: Que s'est-il produit quand nous avons centralisé les sports et la loterie à Ottawa? Nous avons constitué une administration monstre.

Le point de vue que je veux faire valoir, c'est que je ne crois pas aux loteries. Elles sont immorales. Le ministre essaie de les justifier par l'habileté qu'elles requièrent. C'est comme si le ministre des Finances (M. Lalonde) justifiait sa compétence sur un jeu de dés. Il est ridicule que le gouvernement débattre les mérites d'un jeu de dés. Je regrette, monsieur le Président, mais ce n'est rien d'autre.

Le seul objet du bill, c'est la collecte des fonds nécessaires à la construction d'un palais pour une manifestation sportive. Si nous voulons donner une aide valable aux sports, nous devons nous occuper des sportifs à la base, pour que nous puissions être fiers de leur performance à l'étranger. C'est d'eux que je me soucie. Nous pourrions les aider en supprimant de la formule d'impôt la déduction fiscale de \$100 et en permettant aux contribuables de déduire de leur revenu 150 p. 100 des dons qu'ils font aux organismes de charité. Nous n'allons pas prendre l'argent des gagne-petit. Nous faisons appel aux catégories moyennes et supérieures de revenus pour fournir l'essentiel de ce que veut la population.

La loterie centralise toutes les décisions ici, à Ottawa. Ce n'est pas la bonne manière de s'y prendre. Laissons les gens décider eux-mêmes. Nous ne devons pas décider ici à Ottawa comment réunir les fonds pour financer ces projets. Que les gens décident quels sports ils veulent financer.

Si on veut construire un centre sportif ou quelque autre installation à Calgary, qu'on s'entende avec les gens de cette ville, en faisant payer le tiers par le gouvernement fédéral, un autre tiers par la province et le troisième par les dons privés. L'argent va affluer si les donateurs bénéficient d'un dégrèvement raisonnable. Nous voulons imposer la volonté des bureaucrates à l'ensemble des Canadiens. Ce n'est pas juste.

J'ai vu des gagnants de loteries dans ma circonscription. Cela a causé des drames. Ma femme qui travaille dans le domaine des affaires sociales a vu se désintégrer les familles qui ont gagné à la loterie. C'est une imposition indirecte qui frappe les plus démunis.

Le ministre me dit qu'il s'agit d'adresse. Eh bien! Il y a une chance sur mille que ce soit de l'adresse. Même si c'est de l'adresse, je préférerais dépenser mes énergies là où mes chances seraient meilleures. Je constate qu'on a retiré les courses de chevaux de ce bill. C'est intéressant. Si vous êtes prêts à parler sur des équipes de hockey, pourquoi pas sur des chevaux?

M. Paproski: Eugene Whelan l'interdit.

M. Fennell: Est-ce bien vrai? Que ce soit des joueurs de hockey ou des chevaux courant autour d'une piste, il s'agit toujours de chair et de sang.

Le député d'Edmonton-Nord a insisté surtout sur le fait que le ministre n'avait jamais tenté de s'entendre avec les provinces sur une proposition raisonnable. Il n'a jamais essayé d'en arriver à une entente. Prenons, par exemple, Wintario et la loterie provinciale. Voyons ce qu'il en coûte pour administrer ce fonds par rapport à Loto Canada qui leur a rapporté quelque 750 millions de dollars, mais un profit net de seulement 211 millions. La machine administrative était énorme. Lorsque nous autres, conservateurs, étions au pouvoir, nous avons démembré cette monstruosité. Si on la reconstitue, c'est afin de pouvoir récompenser les partisans libéraux.

J'estime que, dans un pays où la politique économique fait tout pour décourager le secteur privé et dissuader les citoyens de trouver un emploi, offrir aux gens une chance sur un million de gagner 1 million de dollars, c'est vraiment ce qu'on peut appeler du socialisme. Un ambassadeur a soulevé la question dans un article que j'ai lu récemment. Il a dit: «Vous savez, s'ils incitaient ces gens à investir dans des actions de sociétés canadiennes, cela relancerait l'économie». Mais nous préférons investir dans un jeu de hasard. Le gouvernement nous a montré comment il soutenait les sports cette année, quand l'équipe canadienne de ski a dû payer \$2,000 de sa poche pour la dernière compétition de l'année. C'est honteux. Voilà comment le gouvernement d'Ottawa conçoit les choses. Le ministre en rit, mais il ne connaît pas ces gens-là comme moi. Ils étaient dans l'équipe junior quand je faisais partie de cette organisation.

Je maintiens qu'il faut rejeter ce projet de loi. Je ne pense pas que cette motion aille assez loin. J'exhorte les députés d'en face de ne pas voter pour cette mesure. Elle est immorale. Si vous avez le moindre sens moral, ne votez pas pour ce projet de loi. Les Églises s'y opposent. Pourquoi faudrait-il aider les sports davantage que les Églises qui ont beaucoup de difficulté à faire leurs frais? C'est une mauvaise chose.

Une voix: Ne tiennent-elles pas continuellement des loteries?

M. Fennell: Elles ne tiennent pas de loterie de ce genre. Elles organisent des soirées de bingo et elles travaillent dur pour y réunir les gens et créer ainsi une ressource communautaire, une entreprise communautaire. Ce dont il est question ici, monsieur le Président, c'est essentiellement de jeux de hasard. Cela revient exactement à aller dans l'État de New York acheter des paris de course. C'est tout à fait néfaste. Les fonds sont placés aux mauvais endroits. Cela ne contribue en rien à stimuler l'enthousiasme pour le sport amateur, bien au contraire, car seuls les meilleurs athlètes en profitent. Nous devons commencer au Canada à réunir des effectifs, comme dans les Forces armées, parmi les citoyens ordinaires. Nous n'avons que des généraux et des colonels. Je regrette de recourir à cette analogie, mais il faut que nous encourageons tous les Canadiens à faire du sport, et pas seulement une petite élite.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour dire à juste titre qu'adopter ce projet de loi, ce serait comme acheter chat en poche. Je me demande vraiment combien de nos vis-à-vis ont